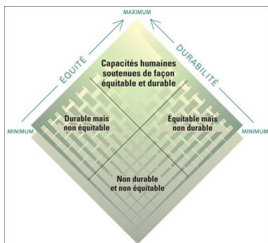




**Pierrot Botozaza, Jean Omer Beriziky, Fatma Samoura, au Carlton Anosy, le 27 février 2012**

=====

**COMMUNIQUE DE PRESSE DU PNUD MADAGASCAR**



[CLIQUEZ ICI POUR LE 21<sup>è</sup> RAPPORT MONDIAL RMDH en INTEGRAL](#)

**Antananarivo, 27 février 2012-** La présentation du Rapport de Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) édité en 2011 et de la 21è édition du Rapport Mondial sur le Développement Humain (RMDH) intitulé « la durabilité et l'équité : un meilleur avenir pour tous » a eu lieu ce lundi 27 Février 2012 à l'hôtel Carlton à Anosy, en présence du Premier Ministre, Chef du Gouvernement d'Union Nationale, Monsieur Jean Omer BERIZIKY, du Vice Premier Ministre chargé de l'Economie et de l'Industrie, Monsieur Pierrot BOTOZAZA Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU), Mme Fatma SAMOURA.

Dans son allocution, Mme Fatma SAMOURA a noté que Madagascar n'atteindra pas la majorité des cibles des OMD en 2015 en dépit des efforts qu'il a déjà accomplis pour y parvenir.

Néanmoins, Madagascar peut se rapprocher de ces engagements pour 2015 pour ce qui concerne l'universalisation de l'école primaire, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la réduction de la mortalité infantile et infanto-juvénile, la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose. « Madagascar pourra se rapprocher de ses engagements si des mesures énergiques et immédiates sont prises. » a rappelé Mme Samoura.

Prenant la parole à son tour pour ouvrir la cérémonie de lancement de ces deux rapports, le Premier Ministre a également reconnu que Madagascar n'atteindra pas la majorité des engagements du millénaire qu'il s'est fixé. Il a toutefois réitéré l'engagement du pays par

rapport aux objectifs du Millénaire : « nous devons redoubler nos efforts pour les engagements que l'on a pris parmi lesquels la préservation de l'environnement » a-t-il affirmé.

Il convient de rappeler que le Premier Ministre a reconnu que le rapport sur les OMD constituera une référence pour tous mais surtout pour le gouvernement et va permettre à ce dernier de mobiliser la population et les différents partenaires pour le développement du pays.

=====



**Madame Fatma SAMOURA, Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies (SNU) à Madagascar**

**Discours d'ouverture du Lancement du Rapport de suivi des OMD et du Rapport Mondial**

**sur le développement Humain « Durabilité et équité : pour un avenir meilleur »**

**Antananarivo, le 27 février 2012**

Monsieur Le Premier Ministre

Monsieur Le Vice Premier Ministre

Mesdames et Messieurs Les Ministres

Mesdames et Messieurs Les Secrétaires Généraux

Mesdames et Messieurs les Représentants des

Multilatérale

Mesdames et Messieurs Les représentants du secteur privé et des Organisations de la Société Civile

Honorable assistance.

Mesdames et messieurs,

Je souhaite tout d'abord vous exprimer ma profonde gratitude pour votre présence aujourd'hui parmi nous, à l'occasion de la cérémonie de lancement du rapport de suivi des OMD et de la 21<sup>e</sup> édition du Rapport sur le développement humain, intitulée «la durabilité et l'équité : un meilleur avenir pour tous».

Monsieur Le Premier Ministre,

Nous sommes honorés de vous voir participer à cette rencontre, en dépit de votre agenda que nous savons très chargé.

Mesdames et messieurs,

En 1990, le premier rapport mondial sur le développement humain considérait que les personnes étaient la vraie richesse des Nations et que le processus de développement humain consistait dans «l'élargissement des choix et des capacités des individus », afin qu'ils puissent avoir la liberté et l'opportunité de jouir d'une bonne santé, d'être éduqué et de profiter d'un niveau de vie décent. Il soulignait également que le développement humain et le bien-être vont bien au-delà de ces trois dimensions pour englober une gamme bien plus large de capacité incluant les libertés politiques et les droits de l'homme.

Je dois à cet égard, rappeler que le paradigme du développement humain a nourri l'avènement de la Déclaration du Millénaire et des Objectifs du Millénaire pour le développement et qu'en retour, les Objectifs du Millénaire pour le développement ont permis de définir et de quantifier certaines priorités essentielles du développement humain.

Cette perspective contribue à éclairer le débat sur le développement durable, alors même que les préparatifs du Sommet de Rio+20 sont en cours, et qu'une réflexion majeure doit, dès à présent, être engagée afin de donner une perspective nouvelle aux Objectifs du Millénaire pour le développement, au-delà de la date butoir de 2015.

Pour ce qui est des OMD, la situation est préoccupante, en effet Madagascar n'atteindra pas la majorité des OMD. Cela ne veut pas dire qu'aucun progrès n'a été accompli, mais peut-être que les cibles fixées et auxquelles tous les pays se sont engagées étaient trop ambitieuses, trop génériques et donc non adaptées aux réalités des pays. Néanmoins, force est de constater que la situation s'est dégradée surtout au cours de ces trois dernières années.

Madagascar n'atteindra pas la majorité des cibles des OMD en 2015 en dépit des efforts qu'il a déjà accomplis pour y parvenir. Néanmoins, il peut se rapprocher de ses engagements de 2015 pour ce qui concerne, l'universalisation de l'école primaire, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la réduction de la mortalité infantile et infanto-juvénile, la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose. Madagascar pourra se rapprocher de ses engagements si des mesures énergiques et immédiates sont prises.

Mais pour ce qui est des autres indicateurs, aucun progrès n'a été accompli dans la réduction de la mortalité maternelle, la pauvreté a augmenté, en 2010, trois Malgaches sur quatre vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Les problèmes de précarité d'emploi et de rémunération ainsi que celui de l'insécurité alimentaire demeurent de véritables préoccupations.

Quant à la protection de l'environnement et la préservation de la biodiversité, les résultats sont mitigés, les progrès sont lents.

Ce tableau sombre ne doit pas nous décourager, au contraire, cela devrait nous pousser à redoubler d'efforts pour réduire les inégalités non seulement pour des raisons d'équité, de solidarité nationale mais également pour celles tout simplement d'efficacité.

A cet effet, le Rapport Mondial sur le développement Humain 2011, deuxième objet de notre rencontre d'aujourd'hui, s'attaque à un défi crucial du vingt-et-unième siècle, à savoir, la réalisation de l'équité et de la durabilité environnementale, non comme des questions distinctes, mais des thèmes complémentaires voire indissociables. En effet, il y est montré que les progrès en matière de développement humain ne peuvent se réaliser que dans un contexte de plus grande égalité sociale.

Le Rapport montre que les progrès en matière de développement humain dans la plupart des pays à faible revenu pendant les dernières décennies pourraient se voir ralentis ou même inversés d'ici la moitié du siècle à moins que des mesures audacieuses ne soient prises pour réduire les risques environnementaux et les inégalités.

Les prévisions du RMDH 2011 suggèrent que l'échec répété à traiter les graves risques environnementaux mondiaux et l'augmentation des inégalités sociales menacent de ralentir des décennies de progrès durables de la part de la majorité des pauvres de la planète, et même d'inverser la tendance de convergence mondiale en matière de développement humain. Les inégalités sociales empêchent les pays et communautés pauvres d'avoir une influence proportionnelle appropriée quant aux décisions politiques et aux pratiques environnementales aux niveaux mondial et national.

Excellence Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le Vice premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Distingués invités,

Depuis fin 2008, le pays est embourbé dans un contexte politique, social, économique particulièrement fragile, marqué par des résultats socio-économiques peu reluisants. Il est urgent que tous ensemble nous accomplissions ce sursaut qualitatif à travers de réels efforts pour de prise de conscience et de solidarité envers les couches sociales les plus défavorisées afin d'éviter que ce

beau pays ne sombre dans une précarité généralisée de laquelle il sera extrêmement ardue de sortir. Je vous remercie !



=====



**Discours d'ouverture de Monsieur BERIZIKY Jean Omer,**

**Premier Ministre, Chef du Gouvernement d'Union Nationale**

**Atelier de présentation du deuxième rapport de suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) - Lancement du Rapport de suivi des OMD et du Rapport Mondial sur le développement Humain « Durabilité et équité : pour un avenir meilleur »**

Antananarivo, le 27 Février 2012

Monsieur le Vice-Premier Ministre chargé de l'Economie et de l'Industrie,

Mesdames et Messieurs Les Ministres,

Madame le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, Représentant du PNUD,

Mesdames et Messieurs les Représentants du Corps diplomatiques,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations de Coopération

Bilatérale et Multilatérale,

Mesdames et Messieurs Les Secrétaires Généraux

Mesdames et Messieurs les représentants des organismes publics,

Mesdames les représentants du secteur privé,

Mesdames et Messieurs les représentants de la Société Civile,

Amis journalistes,

Honorables invités

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un grand intérêt que j'ai écouté les principaux messages que vient de nous présenter Madame Le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies.

Comme le rapport le présente, Madagascar dispose d'informations nouvelles sur la situation des OMD. Ce troisième rapport de suivi des OMD nous montre que nous avons accusé effectivement un retard dans l'atteinte de ces objectifs auxquels, avec d'autres pays, nous nous sommes engagés. Mais ce recul ne doit pas masquer les quelques progrès que nous avons accomplis et ne doit pas occulter les efforts que nous devons encore entreprendre pour un meilleur développement et l'atteinte des

objectifs du Millénaire.

L'objet de notre rencontre d'aujourd'hui est de prendre connaissance des progrès réalisés, et des retards enregistrés et des efforts qu'il nous faudrait encore accomplir.

Mesdames et Messieurs,

Je tiens particulièrement à remercier le PNUD pour ce rapport sur le développement humain dont le thème est « Durabilité et équité : pour un avenir meilleur », rapport qui nous montre les menaces qui nous guettent et qui risquent d'handicaper les générations futures.

La présentation de ces deux rapports, OMD et RMDH, et les discussions qui vont suivre nous permettront de faire le point sur la situation actuelle et l'ampleur des actions à entreprendre. Il est indéniable aujourd'hui que le pays ne pourra pas entreprendre seul les efforts nécessaires au développement, il devra plus que jamais compter sur l'appui indéfectible de ses partenaires.

Madagascar se trouve actuellement dans une situation difficile et fragile. La majorité des engagements du millénaire qu'il s'est fixé n'est pas atteinte. Nous devons alors redoubler nos efforts pour la réalisation des engagements pris, parmi lesquels la préservation de l'environnement, objet de ce deuxième rapport.

Pour réaliser d'une manière progressive les OMD dans l'avenir, il faudrait sans doute tenir compte de deux contraintes majeures et voir comment agir pour les contourner.

La première est d'ordre économique et la deuxième d'ordre politique et institutionnel.

\* Sur le plan économique, les projets miniers de plus en plus importants depuis quelques années donneront-ils les effets positifs escomptés ? Le pays pourra-t-il échapper à ce que l'on peut qualifier de « malédiction des ressources naturelles » ?

Il est à noter que dans la majorité des pays d'Afrique, à l'exception du Botswana, on observe une déliquescence de la gouvernance publique qui favorise une économie de rente très inégalitaire dans un Etat gangrené par la corruption.

Par ailleurs, la morosité de la conjoncture internationale peut assombrir durablement les perspectives de Madagascar. Cependant sa faible ouverture a jusqu'ici « atténué » les effets de cette crise internationale, contrairement à certains pays du sud qui dépendent énormément de leurs exportations vers les pays occidentaux.

Cependant, il faut reconnaître que la capacité de financement de l'économie malgache dépend beaucoup des investissements directs étrangers, des transferts internationaux et de l'aide

publique au développement. La faiblesse de ces apports extérieurs s'en révélera néfaste pour le pays.

Enfin, la question centrale pour Madagascar est de savoir s'il faut prioriser avant tout les ressources allouées aux campagnes en visant l'accroissement de la productivité agricole ou s'il convient d'abord de se focaliser sur le développement des villes en comptant sur une dynamique urbaine pour développer les campagnes ?

Il serait sans doute judicieux de poser autrement la question et de considérer les deux axes à la fois en repensant la « géographie économique » de Madagascar qu'il convient d'adapter aux spécificités malgaches.

\* La deuxième contrainte à lever sur la voie des OMD est d'ordre institutionnel et politique. En effet, les crises politiques malgaches à répétition de 2002 et de 2009 ne sont pas sans conséquences sur la vie économique et sociale de la Nation. Dans les deux cas, l'opposition des objectifs.

Si l'on ne prend garde, la confiscation de la démocratie, la dérive autoritaire sur le plan politique et la confusion entre intérêts privés et intérêts publics sur le plan de la gouvernance restent des spectres menaçants pouvant grever sur l'avenir politique et économique du pays.

Aujourd'hui, force est de constater l'étroite imbrication entre transition politique et transition économique.

Afin d'éviter l'extension du désenchantement de la population, de ne pas perdre tout espoir en matière d'OMD et pour pouvoir, dans l'avenir, répartir équitablement les fruits de la croissance, il convient, entre autres :

- de faire preuve de volonté politique,

- d'imaginer un nouveau « contrat social » entre gouvernants et gouvernés,

- de jouer la carte de la transparence en renforçant les mécanismes institutionnels en vue de lutter contre les dysfonctionnements de l'Administration publique dont le phénomène de corruption qui mine l'Etat.

C'est dans cette optique que, nous avons décidé d'agir même « modestement », car Transition oblige, en organisant le 26 janvier dernier la journée de lancement de la concertation sur la gouvernance publique à Madagascar.

Nous osons espérer que cela conduira à un plan d'actions raisonnable suivi d'une mise en œuvre réaliste et efficace des projets qui nécessitent l'adhésion de tous. La principale mission de la Transition étant de garantir et de faciliter un processus électoral acceptable et accepté par tous avec la présence des institutions internationales dont les Nations-Unies. Nous ne nous lasserons pas d'œuvrer dans ce sens et nous ferons tout pour surmonter les résistances volontaires ou

involontaires.

Mesdames et Messieurs,

Pour terminer, je voudrais particulièrement réitérer mes remerciements et félicitations au Système des Nations Unies et au PNUD ainsi qu'aux différents départements ministériels pour l'appui qu'ils ont apporté à la réalisation de ce rapport de suivi des OMD.

Ce rapport constituera une référence pour tous, mais surtout pour le Gouvernement.

Il nous permettra de mobiliser la population et les différents partenaires pour le développement de Madagascar.

Je vous remercie de votre aimable attention et je déclare ouverte cette réunion de Lancement du Rapport de suivi des OMD et du Rapport Mondial sur le Développement Humain.

=====



Pour sa part, avec la vision très capitaliste qui est l'essence même de son existence, le magazine Forbes, de renommée mondiale, a publié une liste de 10 pays ayant « la pire des économies » en Afrique. Un classement qui est sujet à caution si on lit attentivement, [le 21è Rapport de 202 pages](#)

. En tout cas, voici ce classement Forbes, établi par Daniel Fischer, très vite repris par les médiaboliques comme étant LA référence absolue.

## **1. MADAGASCAR**

Tous les indicateurs économiques de la Grande Île sont actuellement dans le rouge: une croissance négative (-2% en 2010), un IDH faible, un RNB par habitant faible, un Etat défailant et une crise de confiance de la part des investisseurs étrangers depuis la prise de pouvoir de l'ancien maire de la capitale, Andry Rajoelina, en mars 2009. La perspective de croissance en 2011 est également faible aux yeux du FMI.

Le potentiel économique de Madagascar est inexploité malgré des ressources naturelles abondantes. A la campagne, la population vit toujours de la culture sur brûlis, aggravant le problème de la déforestation; sur les côtes et dans les réserves naturelles, les touristes se font attendre; et plus généralement, les forces vives du pays préfèrent attendre le retour à la stabilité politique pour se lancer dans des projets.

## **2. GUINÉE ÉQUATORIALE**

Les deux «premiers» de ce classement ont en commun une croissance négative de leur PIB en 2010. -0,8% pour la Guinée équatoriale en 2010, alors qu'elle plafonnait à 10% en 2008. Comme l'Angola, le pays a souffert de la baisse du prix du pétrole. Il s'agit par ailleurs du 5<sup>e</sup> pays africain le plus corrompu.

Le grand paradoxe de la Guinée équatoriale est qu'il fait partie des PIB par habitant les plus élevés au monde grâce aux revenus du pétrole, mais se retrouve parmi les pays les moins avancés (PMA) au regard de la pauvreté de la population.



### **3. ANGOLA**

L'Angola, qui fait partie de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) depuis 2006, tire la majorité de ses revenus de l'or noir. Ce secteur contribue en effet à 85% du PIB. Mais le taux de croissance du pays a chuté de 13,8% en 2008 à 1,6% en 2010, notamment en raison de la baisse du prix du pétrole.

D'autre part, l'Angola est le 6<sup>e</sup> pays le plus corrompu d'Afrique selon Transparency International et présente un indice de développement humain faible malgré un revenu national brut (RNB) par habitant élevé -ce qui reflète une répartition des richesses particulièrement inégale.

### **4. GUINÉE**

L'économie guinéenne a souffert de la mauvaise gestion de la junte militaire en 2009, qui a provoqué inflation, corruption et placé le pays en tête des Etats les plus défaillants au monde.

La Guinée a pourtant d'importantes ressources naturelles: il détient deux tiers des réserves mondiales en bauxite, mais possède de l'or, des diamants, et un gros potentiel de production hydroélectrique.

Le retour à la stabilité politique, avec Alpha Condé, le premier président élu démocratiquement en décembre 2010 fait espérer un redémarrage de l'économie. De 1,9% en 2010, la croissance pourrait atteindre 4% en 2011.

## **5. SWAZILAND**

Malgré un IDH moyen, il est difficile de dire que l'économie du pays se porte bien. Elle repose principalement sur l'exportation de sucre. Comme le Lesotho, le Swaziland est dépendant de l'Afrique du Sud, vers qui il exporte 60% de sa production.

Les projections du FMI pour ce petit Etat enclavé sont désastreuses, avec une croissance du PIB qui se réduirait à 0,5% en 2011. Le pays est classé 8e en prenant en compte tous les continents (Forbes).

## **6. COMORES**

L'archipel de l'océan Indien est le deuxième pays le plus pauvre du monde en terme de PIB, après Sao Tomé-et-Principe. Sa croissance devrait stagner en 2011.

Les habitants vivent de la pêche et de l'agriculture vivrière. L'archipel des Comores est riche de sa vanille, son clou de girofle et de l'ylang-ylang. Il peine cependant à assurer son autosuffisance alimentaire. Ainsi, l'argent envoyé par la diaspora soutient activement l'économie.

En outre, le pays du président Ikilikou Dhoinine, élu le 26 mai 2011, figure parmi le top 20 des Etats plus corrompus.

## **7. ÉRYTHRÉE**

L'économie du deuxième plus récent Etat d'Afrique, qui a pris son indépendance en 1991, souffre durablement du conflit qui l'a opposé à l'Ethiopie entre du 1998 et 2000. Elle repose principalement sur une agriculture de subsistance, mais le sous-sol du pays regorgerait de minerais, un secteur qui n'est pas développé.

Pour en tirer parti, il faudrait que le Front pour la démocratie et la Justice d'Issayas Afeworki (le parti unique du président) exprime sa «*volonté d'installer un vrai marché économique*» en Erythrée, écrit

le CIA World Factbook -l'économie du pays étant effectivement peu favorable aux entreprises privées.

## **8. LESOTHO**

L'économie de ce petit d'Afrique australe dépend presque entièrement de l'Afrique du Sud, dans laquelle il est enclavé. Le Lesotho est cependant riche de sa principale ressource naturelle: l'eau, qu'il vend au pays voisin et lui permet d'être indépendant à 90% en matière d'énergie électrique.

Malgré une croissance économique rapide, le pays garde un IDH faible. La défaillance de l'Etat s'est aggravé en 2011 et le pays reste le 12<sup>e</sup> Etat le moins avancé au monde (PMA).

## **9. BÉNIN**

Le pays était sur la bonne voie jusqu'à ce que la crise économique divise de moitié la

croissance du Bénin, d'où cette position dans le classement. A plus de 4%, la croissance de son PIB est retombée à 2,5% en 2010. Le pays peut toutefois compter sur sa production de coton, sa principale force, pour regagner du galon.

Cette dégradation économique du Bénin s'est, par ailleurs, incarnée lors des vagues de protestation suivant la réélection du président sortant Boni Yavi en mars 2011. Celui-ci a été accusé d'avoir surendetté le pays et d'avoir «*utilisé l'argent public à des fins électoralistes*», notait le journaliste Marcus Boni Teiga.

## **10. CÔTE D'IVOIRE**

La crise postélectorale de l'ancienne locomotive de l'Afrique de l'Ouest est un coup dur pour l'économie. Déjà affecté par un ralentissement depuis la fin de la guerre civile en 2003, la croissance du PIB ivoirien devrait, selon le FMI, s'effondrer de 2,6% en 2010 à -7,5% en 2011.

Et notamment car les exportations de cacao, la force économique du pays, avaient été interrompues pendant la crise. Après l'arrestation du président sortant Laurent Gbagbo le 11 avril, le pays espère retrouver une croissance positive en 2012.

Dans cette perspective, la France compte rester le «*partenaire de référence de la Côte d'Ivoire*» , avait déclaré le Premier ministre François Fillon lors de sa visite à Abidjan le 14 juillet 2011.

**Un dossier préparé par Jeannot Ramambazafy - [www.madagate.com](http://www.madagate.com)**